

N° 37/CA du Répertoire

N° 2012-034/CA du Greffe

Arrêt du 25 avril 2014

**AFFAIRE : LA SOCIETE DE BRIGADE
DE SECURITE ET D'ASSURANCE EN
TRANSFERT (BSAT) REPRESENTEE
PAR SON DIRECTEUR GENERAL
FLORENT KISSEZOUNON**

C/

**LE PRESIDENT DU COMITE DES
MINISTRES CHARGES DU SUIVI DE LA
FILIERE DES VEHICULES D'OCCASION**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 26 mars 2012, enregistrée le 27 mars 2012 au secrétariat administratif de la Cour sous le n°978, par laquelle la Société Brigade de Sécurité et d'Assurance en Transfert (BSAT) représentée par son directeur général Florent KISSEZOUNON et assistée de maître Barnabé G. GBAGO, son conseil, demande qu'il soit sursis à l'exécution de la décision portant retrait d'agrément et contenue dans la lettre n°011/2010 Com.Min en date du 12 août 2010 du Ministre d'Etat chargé de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale, président du comité des ministres chargés du suivi de la filière des véhicules d'occasion ;

Vu la lettre n°0827/GCS du 10 avril 2012, par laquelle la requérante a été mise en demeure d'avoir à procéder à la formalité de consignation ;

Vu la lettre n° 0828/GCS du 10 avril 2012, par laquelle la requérante a été invitée à procéder à la formalité d'apposition de timbres sur chaque feuillet de sa requête ;

Vu le courrier n°3806/GCS du 27 novembre 2012 reçu le 16 avril 2013, par lequel communication de la requête aux fins de sursis a été assurée au défendeur pour ses observations ;



Vu la consignation légale payée et constatée suivant reçu n°4229 du 10 avril 2013 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'avocat général **Aristide Lucien DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par courrier en date du 18 mars 2013 enregistré le 12 avril 2013 sous le n°1037 du secrétariat administratif de la Cour suprême, la requérante a informé la Haute Juridiction de ce qu'elle se désiste de la présente instance ;

Considérant que dans ces conditions il y a lieu de donner acte à la requérante de son désistement d'instance et de mettre les frais à sa charge ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Il est donné acte à la Société Brigade de Sécurité et d'Assurance en Transfert (BSAT) représentée par son Directeur général Florent KISSEZOUNON de son désistement d'instance.

Article 2 : Les dépens sont mis à sa charge.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.



Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Eliane R. G. PADONOU, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

Tranquillin KINDJI

Et

Etienne S. AHOUANKA

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt cinq avril deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Aristide Lucien DEGUENON, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Gédéon A. AKPONE,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,

Eliane R. G. PADONOU

Gédéon A. AKPONE

